

Niger

La croissance économique reste tributaire des bons résultats de la campagne agricole, d'où de vives incertitudes sur l'évolution à court terme et un certain manque de visibilité à moyen terme.

La stratégie de développement accéléré et de réduction de la pauvreté entend réduire la dépendance aux aléas climatiques et créer les conditions d'un développement durable basé sur la relance du secteur privé.

Très dynamique, la coopération bilatérale, avec la Chine notamment, est porteuse de dividendes certains dans les domaines minier et pétrolier, pour peu que le Niger consolide ses capacités de négociation.

En 2010, la croissance du produit intérieur brut (PIB) réel - estimée à 5.5 % - a été essentiellement tirée par le secteur agricole, qui a enregistré de bons résultats sur tout le territoire. Cette situation contraste avec celle de 2009 où, du fait d'une mauvaise pluviométrie, le PIB avait dégringolé à -1.2 %, contre 9.5 % en 2008, une année exceptionnelle. La croissance devrait s'établir à 4.9 % en 2011, avant de rebondir à 11.5 % en 2012 avec l'entrée en production de la mine d'uranium d'Imouraren, la plus grande d'Afrique.

La balance commerciale du Niger reste déficitaire. La mauvaise campagne agricole de 2009 n'a fait qu'aggraver la situation. Face à la crise alimentaire aiguë qui en a découlé, le pays a dû importer des denrées, notamment du riz (le principal produit de consommation), pour couvrir plus de 60 % de ses besoins.

Le niveau général des prix, mesuré par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC) (base 100 en 2008) est ressorti à 98.6 % en avril 2010, contre 100.1 % en janvier et février et 98.2 % en mars. En variation mensuelle, les prix ont progressé de 0.4 % en mars 2010, une tendance qui s'est maintenue pour le mois d'avril 2010, avec une hausse estimée de 0.3 % du fait de l'augmentation de 0.9 % des prix alimentaires et des boissons non alcoolisées. Globalement, le taux d'inflation en 2010 est ressorti à 3.4 %, assez proche du seuil de convergence de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) fixé à 3 %. L'inflation demeure donc maîtrisée au Niger.

Sur la base du niveau de mobilisation des recettes fiscales actuelles, le taux de pression fiscale en 2010 est estimé à 14.1 % du PIB, contre près de 13.6 % en 2009. Quant aux dons, ils représentent 7.2 % du PIB en 2010 (situation jusqu'à fin septembre), à comparer aux 4.5 % de 2009 et aux 8.6 % de 2008. La tendance à la baisse des dons s'est amorcée depuis 2009, certains partenaires au développement ayant suspendu leur coopération quand le président a annoncé, à l'époque, sa volonté de prolonger son mandat au-delà du terme constitutionnel.

La situation monétaire a été affectée par l'assouplissement de la politique de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), intervenu le 16 juin 2009 : les taux directeurs ont en effet été réduits de 0.5 %. Le taux d'escompte est passé de 6.75 à 6.25 % et le taux de pension de 4.75 à 4.25 %. Ces décisions ont relancé les crédits à l'économie en 2009 et 2010 et devraient avoir le même effet en 2011, du fait notamment de la reprise attendue des activités minières et pétrolières.

L'environnement des affaires au Niger n'est globalement pas favorable au développement du secteur privé. Les facteurs de blocage ne manquent pas : corruption, incohérence de certaines réglementations et de leur application, faiblesse institutionnelle, mais aussi problèmes d'accès au crédit et au foncier. Selon l'édition 2011 du rapport de la Banque mondiale *Doing Business*, le Niger occupe le 173^e rang sur 183 pays. Pour autant, les perspectives pour le secteur privé nigérien sont plutôt bonnes, eu égard aux dispositions envisagées dans le cadre de la stratégie de développement accéléré et de réduction de la pauvreté (SDRP), qui prévoit des actions conjuguées autour des quatre axes suivants : (i) renforcement du dispositif de soutien au secteur privé ; (ii) amélioration de l'environnement micro-économique des affaires ; (iii) amélioration du financement de l'économie ; et (iv) meilleure intégration dans le commerce régional et mondial.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

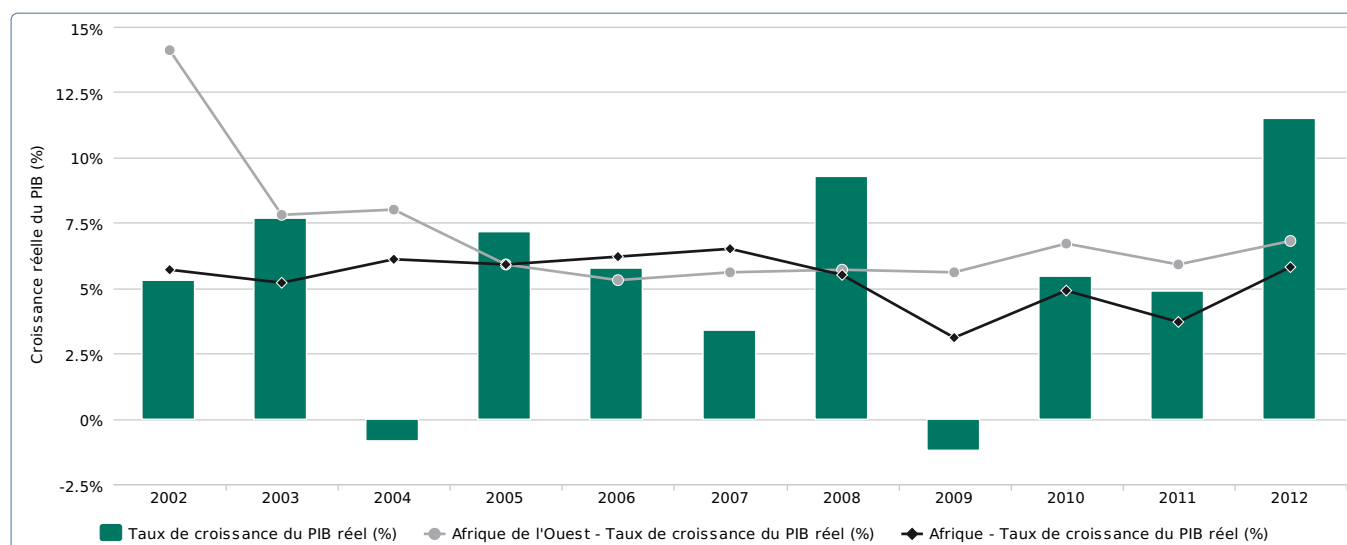
	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	-1.2	5.5	4.9	11.5
Inflation IPC	4.9	3.4	3.1	3.3
Balance budgétaire % PIB	-6.6	-3.2	-3.6	-1.8
Balance courante % PIB	-23.4	-18.1	-21	-17.6

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932414630>

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (W)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932412274>